

Monsieur le Président,
Mes chers Collègues

Permettez-moi d'abord de saluer l'initiative de notre collègue, Isabel Pozuelo, qui a déposé une résolution sur le processus de paix au Moyen-Orient. Je lui apporte mon total et entier soutien.

Notre Assemblée, qui a créé le forum méditerranéen et accueille des partenaires méditerranéens, se doit d'évoquer la situation dans cette région.

Les évènements qui se sont produit en juin dernier, au large de Gaza, illustrent de nouveau l'impasse dans laquelle se trouve le conflit israélo palestinien.

La reprise de négociations indirectes entre l'Autorité palestinienne et Israël ne trompe personne car aucune avancée significative n'a été enregistrée. La dernière initiative du Président Obama lors de sa rencontre avec M. Netanyahu à la Maison Blanche est un signe encourageant qu'il faut conforter.

La France s'est toujours engagée pour aider les deux parties à trouver le chemin de la paix. C'est pourquoi elle soutient aussi bien le droit d'Israël à vivre en sécurité dans des frontières sûres et reconnues que le droit des palestiniens à disposer d'un Etat indépendant, viable et démocratique.

La France appuie la relance des négociations qui doit aborder tous les points sensibles, que ce soit les frontières, les réfugiés ou le statut de Jérusalem.

Une lueur d'espoir est apparue avec l'annonce par les gouvernements israélien et égyptien d'une série de mesures visant à alléger le blocus terrestre de la bande de Gaza.

Cette décision permettra de soulager les populations qui pâtissent en premier lieu de la restriction des échanges et contribuera à relancer une vie économique exsangue.

Par ailleurs, je tiens aussi à souligner les effets pervers du blocus, qui a favorisé un trafic fort lucratif dont a profité le Hamas.

L'Union européenne, qui dispose d'une mission civile à Gaza, peut, par des inspections, garantir que la levée du blocus ne favorise pas la contrebande d'armes.

Pour conclure, n'oublions pas le sort du soldat franco israélien Gilad Shalit, détenu depuis quatre ans dans la bande de Gaza, et celle de l'étudiant Salah Hamouri, franco-palestinien, détenu depuis plus de cinq ans dans les prisons israéliennes pour lesquels nous réclamons la libération. Pourquoi ne pas imaginer un échange ? Tout un symbole.